

Déclaration officielle

S.E. l'Ambassadrice Mathilde Mukantabana

(libre traduction en français)

Ambassadrice de la République du Rwanda auprès des États-Unis d'Amérique

22 janvier 2026

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs les membres de la Sous-commission :

Au nom du Gouvernement rwandais, j'ai l'honneur de vous soumettre cette déclaration concernant l'accord de paix historique conclu par le Président Trump entre la République démocratique du Congo et le Rwanda.

Remerciements pour le leadership américain

Le Rwanda exprime sa profonde gratitude au Président Trump et à son administration pour avoir fait du processus de paix entre le Rwanda et la RDC une priorité, en parallèle avec les efforts de médiation du Qatar entre la RDC et l'AFC/M23. Les Accords de Washington constituent un progrès significatif vers une stabilité, une sécurité et une prospérité durables dans la région des Grands Lacs. Nous remercions le Président Trump, le Secrétaire Rubio, le Vice-Président Vance, le Conseiller principal Massad Boulos et tous les responsables américains qui ont rendu cette réalisation possible.

Violences de décembre et acteurs non responsables

Malheureusement, les violences se sont intensifiées dans l'est de la RDC en décembre 2025, peu après la signature des Accords de Washington, en raison d'un renforcement militaire continu d'acteurs irresponsables sur le terrain, notamment des mercenaires, des milices soutenues par le gouvernement et un État. Ces acteurs non responsables, opérant en dehors du cadre de l'accord Rwanda-RDC et des négociations RDC-AFC/M23, constituent un obstacle majeur à une paix durable et cherchent à compromettre les acquis des Accords de Washington.

Ces saboteurs ont sciemment agi en novembre et décembre 2025, en coordination avec le gouvernement de la RDC, pour inciter à des violences à grande échelle avant et après la signature des Accords de Washington, pensant pouvoir s'attirer les faveurs du gouvernement en rejetant la responsabilité sur le Rwanda. Suite à cette escalade, l'AFC/M23, afin de bien montrer qu'elle n'en est pas à l'origine, et avec le soutien indéfectible de mon gouvernement, a

récemment procédé à un retrait unilatéral d'Uvira, témoignant ainsi de son engagement en faveur de la désescalade.

Les événements de décembre démontrent qu'il est inacceptable de laisser des acteurs non responsables circuler impunément dans l'est de la RDC, menaçant la paix et la sécurité, déstabilisant la région et compromettant les Accords de Washington.

2

L'impératif historique : l'insurrection des Abacengezi à la fin des années 1990

Ce qui s'est passé en décembre illustre précisément pourquoi le Rwanda a besoin d'une zone tampon de sécurité. Pour le Rwanda, il ne s'agit pas seulement de l'intensité des menaces sécuritaires actuelles émanant de l'est de la RDC, mais fondamentalement de l'histoire d'une insurrection, connue sous le nom d'Abacengezi, qui a failli anéantir notre nation après le génocide de 1994 contre les Tutsis. L'Abacengezi était une insurrection génocidaire menée par d'anciens membres des Forces armées rwandaises (ex-FAR) et des milices Interahamwe, réfugiés dans des camps de l'est de la RDC après leur défaite en juillet 1994. À partir d'août 1994, ces forces d'environ 40 000 hommes, ont lancé une insurrection concertée depuis le territoire congolais avec un objectif unique : achever le génocide et reprendre le pouvoir au Rwanda.

De 1994 à 1999, l'Abacengezi a tué des milliers de civils rwandais lors d'attaques systématiques ciblant les survivants tutsis du génocide et les Hutus restés au pays. Ces forces génocidaires ont attaqué des écoles, ordonnant aux élèves de se séparer en Hutus et Tutsis avant d'assassiner les enfants tutsis. De manière cruciale, les insurgés ont également assassiné des Hutus qui soutenaient le nouveau gouvernement d'union nationale rwandais. L'idéologie de l'Abacengezi n'était pas seulement anti-Tutsi ; Le groupe s'opposait fondamentalement à tout Rwandais, Hutu ou Tutsi, qui prônait la réconciliation et rejetait l'extrémisme. Ses membres prenaient d'assaut les prisons communautaires pour libérer les génocidaires emprisonnés et recruter de nouveaux combattants. Opérant depuis des camps de réfugiés qui leur fournissaient abri, ravitaillement et main-d'œuvre, ils se réorganisèrent en Armée pour la libération du Rwanda (ALIR), précurseur des FDLR actuelles, avec le soutien extérieur du régime de Mobutu et, plus tard, d'autres acteurs régionaux. En mai 1999, l'ALIR/FDLR assassina huit touristes occidentaux à Bwindi, en Ouganda, dont deux Américains, ce qui conduisit le département d'État américain à inscrire le groupe sur la liste des organisations terroristes en 2001.

En mai 1997, des éléments de l'ancien FAR, de la taille d'un bataillon (300 à 500 combattants), lancèrent des attaques coordonnées qui prirent les forces rwandaises par surprise et leur infligèrent de lourdes pertes. En octobre 1997, environ 1 200 insurgés attaquèrent la ville de Gisenyi, centre économique du nord-ouest du Rwanda. Ce n'est qu'en changeant de tactique et grâce à un engagement militaire important que le Rwanda a pu empêcher les insurgés d'envahir les préfectures du nord-ouest.

Cette menace génocidaire n'a pas pris fin en 1999 ; elle a persisté pendant trois décennies, atténuée uniquement par les mesures défensives que le Rwanda a maintenues sans relâche pour la contrer. Tout au long des années 2000 et 2010, les forces des FDLR ont continué à perpétrer des atrocités systématiques contre les civils congolais. En 2010, les FDLR ont brûlé vifs 96 civils à Busurungi, dans le territoire de Walikale, comme l'ont confirmé les déclarations de sanctions de l'ONU. Rien qu'en 2012, les enquêtes de l'ONU ont documenté des cas de combattants des FDLR utilisant des machettes et des couteaux pour tuer des dizaines de civils, dont de nombreux enfants, et ont recensé 106 cas de violences sexuelles entre décembre 2011 et septembre 2012.

En 2015, les FDLR ont été accusées d'entraîner les milices de jeunes extrémistes du Burundi, faisant craindre un génocide régional et forçant plus de 100 000 Burundais à fuir. Malgré des promesses périodiques de désarmement – en 2005, 2008 et 2013 –, les FDLR ne se sont jamais véritablement démobilisées. Entre 2015 et 2020, le Rwanda et la RDC ont mené des opérations conjointes informelles contre les repaires des FDLR, mais cette coopération a pris fin brutalement pour des raisons qui demeurent obscures. Depuis lors, des preuves documentées montrent que l'armée congolaise a repris une collaboration active avec les forces des FDLR, atteignant des niveaux sans précédent à partir de 2021/2022. Aujourd'hui, les FDLR restent opérationnelles dans l'est de la RDC, intégrées aux opérations militaires congolaises, et les experts de l'ONU continuent de documenter leurs activités. L'insurrection génocidaire qui a débuté en 1994 n'a pas été vaincue ; elle a été entretenue, protégée et, parfois, activement soutenue par les gouvernements congolais successifs.

On ne saurait surestimer l'ampleur de cette menace et son impact sur les doctrines de sécurité rwandaises ultérieures.

Mesures défensives et transparence du Rwanda

C'est pourquoi le Rwanda coordonne ses efforts de sécurité avec l'AFC/M23. Je tiens à le préciser afin d'instaurer un climat de confiance fondé sur la transparence. L'AFC/M23 est un groupe congolais indépendant qui nourrit des griefs légitimes à l'encontre de Kinshasa, notamment des meurtres, des viols et une discrimination systématique à l'encontre des populations tutsies congolaises, le non-respect des engagements pris dans le cadre d'accords de paix antérieurs remontant à deux décennies, et l'exclusion des processus politiques. Si le Rwanda et l'AFC/M23 partagent un intérêt commun à protéger les Tutsis de la RDC contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et d'autres milices extrémistes soutenues par les FARDC, l'intérêt de mon pays va plus loin : il s'agit de prévenir une nouvelle insurrection transfrontalière génocidaire, comme celle de la fin des années 1990, qui pourrait menacer l'existence même du Rwanda.

Nous tenons également à préciser que le Rwanda ne cherche pas à influencer l'évolution politique de la RDC et ne cautionne en aucun cas les mouvements

armés comme substitut à une gouvernance inclusive. Nos actions sont exclusivement axées sur la protection du peuple rwandais par la prévention des menaces génocidaires transfrontalières. Les mesures de défense du Rwanda seront adaptées à mesure que le niveau de menace diminuera, conformément à la feuille de route de mise en œuvre des Accords de Washington.

Trajectoire à suivre dans le cadre de l'Accord de Washington

Le concept d'opérations (CONOPS) inclus dans les Accords de Washington établit des critères clairs et mesurables. À mesure que Kinshasa remplit ses obligations fondamentales – notamment la neutralisation et le rapatriement des combattants des FDLR, le démantèlement des structures de commandement des FDLR intégrées aux opérations des FARDC et la cessation du soutien aux milices associées – le Rwanda s'engage à un retrait progressif, simultané et vérifié de manière indépendante de ses mesures de coordination en matière de sécurité avec l'AFC/M23, en proportion directe des étapes clés du désarmement des FDLR, jusqu'à une cessation complète une fois le CONOPS intégralement mis en œuvre.

Les mesures de coordination en matière de sécurité et de défense du Rwanda sont limitées dans le temps, conditionnelles et adaptées à la menace. Ce dispositif n'est pas permanent et prendra fin en même temps que la mise en œuvre des critères de référence du concept d'opérations (CONOPS), vérifiée de manière indépendante par le biais des mécanismes de suivi convenus d'un commun accord.

Il est essentiel de bien comprendre que Kinshasa a, pendant des années, intégré des éléments des FDLR aux opérations des FARDC contre l'AFC/M23 et d'autres groupes, et a plus récemment cherché à les rediriger contre le Rwanda lui-même. Les combattants des FDLR ont opéré aux côtés d'unités militaires congolaises, ont reçu un soutien logistique et des armes, et ont utilisé le territoire congolais comme base d'opérations. Malgré de multiples engagements internationaux remontant à 2009, dont plus de 20 résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, les FDLR ont persisté pendant trois décennies précisément parce que les gouvernements congolais successifs ont instrumentalisé ces forces comme milices supplétives plutôt que de respecter leurs obligations de désarmement. Les Accords de Washington offrent un cadre pour mettre fin à cette situation inacceptable.

Une vision de prospérité partagée

4 Les Accords de Washington vont au-delà des engagements sécuritaires : ils établissent une voie globale vers la transformation économique de toute la région, grâce au Cadre novateur d'intégration économique régionale (CIER).

Le CIER définit les domaines clés pour favoriser la coopération et le développement économiques entre le Rwanda et la RDC, démontrant les avantages concrets de la paix et créant des opportunités d'investissement et de

croissance qui profitent directement aux populations de la région. Le commerce transfrontalier entre le Rwanda et la RDC pourrait prospérer, créant des emplois et sortant des millions de personnes de la pauvreté. L'intégration économique régionale positionnerait la région des Grands Lacs comme un pôle d'investissement et de développement, notamment dans l'extraction et le traitement des minéraux critiques, ainsi que dans la conservation de la faune et le tourisme. Des infrastructures partagées – routes, énergie, télécommunications – pourraient connecter nos populations et nos marchés.

C'est l'avenir que rendent possibles les Accords de Washington : un avenir où les entrepreneurs rwandais et congolais commerceront librement par-delà les frontières, où nos jeunes trouvent un emploi dans des coentreprises plutôt que dans des conflits, où nos ressources naturelles partagées deviennent des moteurs de développement plutôt que des sources de discorde. Le Rwanda est prêt à œuvrer à la réalisation de cette vision aux côtés de la RDC, de l'Union africaine, des États-Unis et de tous ses partenaires.

Le souvenir des survivants du génocide, les tombes d'un million de victimes et l'histoire documentée de l'insurrection des Abacengezi – qui a fait des milliers de morts supplémentaires dans les années qui ont suivi 1994 – nous contraignent à maintenir nos capacités de défense jusqu'à ce que des garanties de sécurité crédibles soient établies, jusqu'à ce que la menace soit définitivement éradiquée.

Le leadership du président Trump a créé une opportunité sans précédent pour une paix durable et un développement économique transformateur. Le Rwanda est prêt à travailler avec tous ses partenaires – les États-Unis, la RDC, le Qatar, les médiateurs régionaux et les acteurs internationaux – pour faire de cette opportunité une réalité pérenne.

Merci, Monsieur le Président.

En anglais, version originale :

Statement for the Record H.E. Ambassador Mathilde Mukantabana

Ambassador of the Republic of Rwanda to the United States of America
January 22, 2026

Mr. Chairman, Ranking Member, and distinguished members of the Subcommittee:

On behalf of the Government of Rwanda, I am honored to submit this statement regarding President Trump's historic peace agreement between the Democratic Republic of Congo and Rwanda.

Gratitude for American Leadership

Rwanda extends its profound gratitude to President Trump and his administration for prioritizing the Rwanda-DRC peace process, working in parallel with Qatar's

mediation efforts between the DRC and AFC/M23. The Washington Accords represent serious progress toward permanent stability, security, and prosperity in the Great Lakes region. We thank President Trump, Secretary Rubio, Vice President Vance, Senior Advisor Massad Boulos, and every U.S. official who made this achievement possible.

December Violence and Unaccountable Actors

Unfortunately, violence escalated in eastern DRC in December 2025, shortly after the signing of the Washington Accords, due to an ongoing military buildup of unaccountable actors on the ground, including mercenaries, government-supported militias, and one state. These unaccountable actors—operating outside the framework of both the Rwanda-DRC agreement and the DRC-AFC/M23 negotiations—represent a fundamental challenge to lasting peace and seek to spoil the gains that have been made through the Washington Accords.

These spoilers consciously acted in November and December 2025, in coordination with the DRC Government, to incite large-scale violence in the lead-up to the signing of the Washington Accords, and immediately following, believing they could win favor by casting responsibility on Rwanda. In the aftermath of this escalation, AFC/M23, in order to make clear that they are not the instigators, and with my Government's strong encouragement, recently undertook a unilateral withdrawal from Uvira, demonstrating commitment to de-escalation.

The events of December demonstrate that unaccountable actors cannot be allowed to roam Eastern DRC with impunity, threatening peace and security, destabilizing the region, and undermining the Washington Accords.

2

The Historical Imperative: The Abacengezi Insurgency of the Late 1990s

What happened in December illustrates precisely why Rwanda requires a security buffer. For Rwanda, this is not merely about the intensity of existing security threats emanating from Eastern DRC—it is fundamentally about the history of an insurgency, known as the Abacengezi,

that nearly destroyed our nation following the 1994 Genocide against the Tutsi.

The Abacengezi was a genocidal insurgency waged by former Rwandan Armed Forces (Ex- FAR) and Interahamwe militia who fled to refugee camps in Eastern DRC following their defeat in July 1994. Beginning in August 1994, these forces—numbering approximately 40,000—launched a concerted insurgency from DRC territory with a singular objective: to complete the genocide and return to power in Rwanda.

From 1994 through 1999, the Abacengezi killed thousands of Rwandan civilians in systematic attacks targeting Tutsi genocide survivors and Hutu who had remained in the country. These genocidal forces attacked schools, ordering students to separate into Hutus and Tutsis before murdering the Tutsi children. Critically, the insurgents also murdered Hutus who supported Rwanda's new government of national unity. The Abacengezi ideology was not simply anti- Tutsi; it was fundamentally opposed to any Rwandan, Hutu or Tutsi, who embraced reconciliation and rejected extremism. They raided communal prisons to free imprisoned génocidaires and recruit new fighters. Operating from refugee camps that provided shelter, supplies, and manpower, they reorganized into the Army for the Liberation of Rwanda (ALIR), a

precursor of today's FDLR, with external support from the Mobutu regime and, later, other regional actors. In May 1999, ALIR/FDLR murdered eight Western tourists in Bwindi, Uganda, including two Americans, which led the U.S. State Department to add the group to the terrorist exclusion list in 2001.

In May 1997, battalion-size Ex-FAR elements—300 to 500 fighters—launched coordinated attacks that caught Rwandan forces off guard and inflicted heavy casualties. By October 1997, approximately 1,200 insurgents attacked Gisenyi town itself, Rwanda's northwestern economic center. Only through changed tactics and significant military commitment did Rwanda prevent the insurgents from overrunning northwestern prefectures.

This genocidal threat did not end in 1999—it has persisted for three decades, mitigated only by the defensive measures Rwanda has kept in place continuously to counter it. Throughout the 2000s and 2010s, FDLR forces continued systematic atrocities against Congolese civilians. In 2010, FDLR burned 96 civilians alive in Busurungi, Walikale territory, as confirmed in UN sanctions statements. In 2012 alone, UN investigations documented FDLR fighters using machetes and knives to hack dozens of civilians to death, including numerous children, and documented 106 incidents of sexual violence between December 2011 and September 2012.

In 2015, FDLR was accused of training Burundi's extremist youth militias, raising fears of regional genocide and forcing over 100,000 Burundians to flee. Despite periodic promises to disarm—in 2005, 2008, and 2013—FDLR has never genuinely demobilized. Between 2015 and 2020, Rwanda and the DRC conducted informal joint operations against FDLR hideouts, but this cooperation ended abruptly for reasons that remain unclear. Since then, documented evidence shows that the Congolese military has resumed active collaboration with FDLR forces, reaching

unprecedented levels from 2021/2022. Today, FDLR remains operational in Eastern DRC, integrated within Congolese military operations, and UN experts continue to document their activities. The genocidal insurgency that began in 1994 has not been defeated—it has been sustained, protected, and at times actively supported by successive Congolese governments.

The scale of this threat, and its impact on Rwanda's subsequent security doctrines, cannot be overstated.

Rwanda's Defensive Measures and Transparency

For this reason, Rwanda does engage in security coordination with AFC/M23. I state this clearly to build trust through transparency. AFC/M23 is an independent Congolese group with its own legitimate grievances against Kinshasa, including killings, rape, and systematic discrimination against Congolese Tutsi populations, broken commitments under previous peace agreements stretching back two decades, and exclusion from political processes. While Rwanda and AFC/M23 share a common interest in protecting Tutsi in DRC from the Forces

Démocratiques

de Libération du Rwanda (FDLR) and other FARDC-backed extremist militias, my country's interest extends beyond this: to prevent another genocidal cross-border insurgency, like in the late 1990s, that could threaten Rwanda's very existence. However, we also want to make clear that Rwanda does not seek to determine political outcomes within DRC, nor does it endorse armed movements as a

substitute for inclusive governance. Our actions are narrowly focused on protecting the people of Rwanda by preventing cross-border genocidal threats. Rwanda's defensive measures will adjust as the level of threat reduces, as laid down in the implementation roadmap of the Washington Accords.

Path Forward under the Washington Agreement

The Concept of Operations (CONOPS) included in the Washington Accords establishes clear, measurable benchmarks. As Kinshasa fulfills its core obligations—especially the neutralization and repatriation of FDLR fighters, the dismantling of FDLR command structures embedded within FARDC operations, and the cessation of support to associated militias—Rwanda commits to a phased, simultaneous, and independently verified drawdown of its security coordination measures with AFC/M23, in direct proportion to FDLR disarmament milestones, culminating in complete termination upon full CONOPS implementation.

Rwanda's security coordination and defensive measures are time-bound, conditional, and threat-based. It is not open-ended, and will cease in parallel with independently verified implementation of the CONOPS benchmarks, through the mutually-agreed monitoring mechanisms.

This must be understood clearly: Kinshasa has, for years, incorporated FDLR elements into FARDC operations against AFC/M23 and other groups, and more recently sought to redirect them against Rwanda itself. FDLR fighters have operated alongside Congolese military units, received logistics and arms, and used Congolese territory as a base for operations. Despite multiple international commitments dating back to 2009, including more than 20 UN Security Council resolutions, FDLR has persisted for three decades precisely because successive Congolese governments have leveraged these forces as proxy militias rather than fulfilling disarmament obligations. The Washington Accords provide a framework to end this unacceptable reality.

A Vision for Shared Prosperity

4

The Washington Accords go beyond security commitments—it establishes a comprehensive pathway to economic transformation for the entire region, through the innovative Regional Economic Integration Framework (REIF).

The REIF outlines key areas for fostering economic cooperation and development between Rwanda and DRC, demonstrating the tangible benefits of peace and creating opportunities for investment and growth that directly benefit people in the region. Cross-border trade between Rwanda and DRC could flourish, creating jobs and lifting millions from poverty. Regional economic integration would position the Great Lakes as a hub for investment and development, particularly in critical minerals mining and processing, as well as wildlife conservation and tourism. Shared infrastructure—roads, energy, telecommunications—could connect our peoples and markets.

This is the future the Washington Accords make possible—a future where Rwandan and Congolese entrepreneurs trade freely across borders, where our young people find employment in joint ventures rather than conflict, where our

shared natural resources become engines of development rather than sources of discord. Rwanda is ready to work toward this vision alongside the DRC, the African Union, the United States, and all other partners.

The memories of genocide survivors, the graves of one million victims, and the documented history of the Abacengezi insurgency—which killed thousands more in the years following 1994—compel us to maintain defensive capabilities until credible security assurances are established, until the threat is gone, once and for all.

President Trump's leadership has created an unprecedented opportunity for lasting peace and transformative economic development. Rwanda stands ready to work with all partners—the United States, the DRC, Qatar, regional mediators, and international stakeholders—to transform this opportunity into permanent reality.

Thank you, Mr. Chairman.